

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pincourt _____

Code géographique : 71070 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Boisvert, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Pincourt pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-19 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-05-29

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Pincourt inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A107797

DATE 2018-05-29

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	17 918 600	18 160 181	17 711 701
Compensations tenant lieu de taxes	2	312 200	310 903	324 676
Quotes-parts	3			
Transferts	4	886 037	835 188	816 295
Services rendus	5	1 612 312	1 187 474	1 282 505
Imposition de droits	6	690 000	1 095 199	1 207 799
Amendes et pénalités	7	69 300	99 567	89 646
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	231 195	313 903	283 074
Autres revenus	10	79 754	82 116	109 242
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	21 799 398	22 084 531	21 824 938
Charges				
Administration générale	14	2 358 000	2 331 454	2 272 747
Sécurité publique	15	3 305 600	3 519 344	3 126 671
Transport	16	5 350 055	5 125 401	5 243 044
Hygiène du milieu	17	4 537 619	5 072 670	5 091 536
Santé et bien-être	18	107 300	104 587	107 177
Aménagement, urbanisme et développement	19	713 830	629 025	619 838
Loisirs et culture	20	3 793 950	3 571 625	3 449 377
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	594 389	539 545	526 462
Effet net des opérations de restructuration	23		36 357	
	24	20 760 743	20 930 008	20 436 852
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 038 655	1 154 523	1 388 086
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		55 891 827	54 503 741
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		55 891 827	54 503 741
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		57 046 350	55 891 827

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	11 986 514	13 447 894
Débiteurs (note 5)	2	4 977 716	5 070 940
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	83 941	84 237
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	17 048 171	18 603 071
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 581 635	7 878 371
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 866 146	2 939 832
Revenus reportés (note 12)	12	895 957	477 590
Dette à long terme (note 13)	13	21 816 660	17 626 545
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	29 160 398	28 922 338
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(12 112 227)	(10 319 267)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	66 368 486	63 801 987
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 464 210	2 133 489
Stocks de fournitures	19	126 269	117 590
Autres actifs non financiers (note 17)	20	199 612	158 028
	21	69 158 577	66 211 094
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	57 046 350	55 891 827

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 038 655	1 154 523	1 388 086
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	5 636 112)	(5 735 846)
Produit de cession	3		3 200	39 550
Amortissement	4		3 025 631	2 892 942
(Gain) perte sur cession	5		4 425	(17 694)
Réduction de valeur / Reclassement	6		36 357	
	7		(2 566 499)	(2 821 048)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(330 721)	
Variation des stocks de fournitures	9		(8 679)	(43 598)
Variation des autres actifs non financiers	10		(41 584)	45 669
	11		(380 984)	2 071
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 038 655	(1 792 960)	(1 430 891)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(10 319 267)	(8 888 376)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(10 319 267)	(8 888 376)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(12 112 227)	(10 319 267)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 154 523	1 388 086
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 025 631	2 892 942
Autres			
- Réduction de valeur	3	61 785	29 149
- Gain/Perte sur cession immos	4	4 425	(17 694)
	5	4 246 364	4 292 483
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	93 224	586 655
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(73 686)	947 343
Revenus reportés	9	418 367	123 500
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(330 721)	
Stocks de fournitures	12	(8 679)	(43 598)
Autres actifs non financiers	13	(41 584)	45 669
	14	4 303 285	5 952 052
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 636 112)	(5 735 846)
Produit de cession	16	3 200	39 550
	17	(5 632 912)	(5 696 296)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(37 836)	(37 836)
Remboursement ou cession	19	12 704	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(25 132)	(37 836)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	7 923 740	1 195 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 716 378)	(1 487 992)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 296 736)	3 284 466
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(17 247)	30 054
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(106 621)	3 021 528
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 461 380)	3 239 448
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	13 447 894	10 208 446
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	13 447 894	10 208 446
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	11 986 514	13 447 894

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 8,52 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,31 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île et la Régie de l'eau de l'île-Perrot.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île pour l'exercice est de 15,81 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 15,75 % en début d'exercice à 0 % à la fin de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot pour l'exercice est de 52,60 % pour la consommation et 53,23 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 48,57 % et 53,23 % en 2016.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Pincourt excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Pincourt, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs financiers

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes :

Infrastructures	linéaire	10,15,20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	15,30 et 40 ans
Améliorations locatives	linéaire	10 ans
Véhicules	linéaire	10 et 20 ans
Ameublement, équipement de bureau	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	linéaire	5,10 et 20 ans
Véhicules-Régie de l'eau de l'Ile-Perrot	dégressif	30%

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville, la régie et le conseil intermunicipal de transport, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le conseil intermunicipal de transport, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	11 986 514	13 447 894
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	11 986 514	13 447 894
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 447 835	1 876 281
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	630 908	498 878
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 472 488	2 866 501
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	321 777	281 980
Organismes municipaux	15	1 002 566	975 590
Autres			
- Droits de mutation	16	395 640	219 962
- Autres	17	154 337	228 029
	18	4 977 716	5 070 940
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 942 805	566 811
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	1 942 805	566 811
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	67 488	63 205
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	83 941	84 237
Autres placements	31		
	32	83 941	84 237
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Fonds de franchise - UMQ

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	264 484	253 286
Autres régimes (REER et autres)	41	1 779	3 618
Régimes de retraite des élus municipaux	42	34 933	34 141
	43	301 196	291 045

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporairesVille de Pincourt

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 22 578 119 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel. Le montant utilisé totalisait 3 568 795 \$ au 31 décembre 2017 (2016: 7 878 371 \$). Ces sommes ont été empruntées dans le cadre de règlements d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

Régie de l'eau de l'Ile-Perrot

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 12 587 900 \$. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2017, cette marge n'était pas utilisée (2016: 0 \$). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2017, cette marge de crédit n'était pas utilisée (2016: 0 \$).

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 111 409	933 525
Salaires et avantages sociaux	48	524 878	512 590
Dépôts et retenues de garantie	49	724 226	623 487
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	101 512	580 223
- Organismes municipaux	54	245 095	138 458
- Intérêts courus sur dette L-T	55	119 478	119 915
- Autres courus et passifs	56	35 087	31 634
- Gouvernement du Canada	57	4 461	
	58	2 866 146	2 939 832

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		70 291
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	89 044	77 951
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	742 757	20 650
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Revenus perçus d'avance	66	31 339	2 020
- Services perçus d'avance	67	27 859	27 859
- Transferts	68	4 958	278 819
-	69		
	70	895 957	477 590

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	2,55	2029	2039	71	21 761 473	17 469 149
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75	1 714	2 480
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,25	6,50	2018	2020	77	114 432	197 655
Autres					78		973
					79	21 877 619	17 670 257
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(60 959)	(43 712)
					81	21 816 660	17 626 545

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2018	82	90	1 411 505	98	91 946	107	561	115	1 504 012
2019	83	91	1 416 789	99	22 905	108	341	116	1 440 035
2020	84	92	1 391 102	100	5 685	109	357	117	1 397 144
2021	85	93	1 427 074	101		110	144	118	1 427 218
2022	86	94	1 464 810	102		111	311	119	1 465 121
2023 et +	87	95	14 650 193	103		112		120	14 650 193
	88	96	21 761 473	104	120 536	113	1 714	121	21 883 723
Intérêts et frais accessoires				105	(6 104)			122	(6 104)
	89	97	21 761 473	106	114 432	114	1 714	123	21 877 619

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(12 112 227)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	()
	127	(12 112 227)
		(10 319 267)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	14 663 550	156		183	(7 503)	210	14 671 053
Eaux usées	129	40 046 960	157	6 157 170	184		211	46 204 130
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	26 230 390	158	4 377 874	185		212	30 608 264
Autres	131	7 549 658	159	356 122	186	94 067	213	7 811 713
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	4 336 016	161	118 751	188		215	4 454 767
Améliorations locatives	134	7 752	162		189	7 752	216	
Véhicules	135	2 991 903	163	571 073	190	15 942	217	3 547 034
Ameublement et équipement de bureau	136	1 335 926	164	22 482	191	18 961	218	1 339 447
Machinerie, outillage et équipement divers	137	4 353 902	165	461 536	192	94 777	219	4 720 661
Terrains	138	1 845 022	166	990	193		220	1 846 012
Autres	139	149 063	167		194		221	149 063
	140	<u>103 510 142</u>	168	<u>12 065 998</u>	195	<u>223 996</u>	222	<u>115 352 144</u>
Immobilisations en cours	141	11 116 840	169	(6 429 886)	196		223	4 686 954
	142	<u>114 626 982</u>	170	<u>5 636 112</u>	197	<u>223 996</u>	224	<u>120 039 098</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	6 741 107	171	383 082	198	82 746	225	7 041 443
Eaux usées	144	22 613 658	172	879 705	199		226	23 493 363
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	13 052 484	173	649 181	200		227	13 701 665
Autres	146	2 318 884	174	270 625	201	175	228	2 589 334
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	1 987 550	176	107 283	203		230	2 094 833
Améliorations locatives	149	2 049	177	307	204	2 356	231	
Véhicules	150	861 973	178	295 295	205	9 565	232	1 147 703
Ameublement et équipement de bureau	151	1 025 729	179	78 252	206	12 884	233	1 091 097
Machinerie, outillage et équipement divers	152	2 072 498	180	361 901	207	72 288	234	2 362 111
Autres	153	149 063	181		208		235	149 063
	154	<u>50 824 995</u>	182	<u>3 025 631</u>	209	<u>180 014</u>	236	<u>53 670 612</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>63 801 987</u>					237	<u>66 368 486</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238	478 416	241		243		245	478 416
Amortissement cumulé	239	(76 384)	242	(95 683)	244	()	246	(172 067)
Valeur comptable nette	240	<u>402 032</u>					247	<u>306 349</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250	2 464 210	2 133 489
	251	2 464 210	2 133 489
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	2 464 210	2 133 489
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	254	199 612	158 028
-	255		
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	199 612	158 028
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
Excédent (déficit) de l'exercice	269	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()	()
	275		
	276		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	280		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282		
Supportant les engagements de prêts	283		
Supportant les garanties de prêts	284		
	285		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice 296

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

Les principaux engagements contractuels de la ville se détaillent comme suit (avant taxes applicables) :

	Montant total	2018	2019	2020	2021
Évaluation municipale	335 506 \$	91 428 \$	148 956 \$	95 122 \$	
Gestion des boues de la station d'épuration	117 449 \$	114 622 \$	2 827 \$		
Déchets domestiques	521 758 \$	521 758 \$			
Déneigement	321 430 \$	173 757 \$	147 673 \$		
Surveillance en sécurité publique et patrouille communautaire	206 836 \$	50 250 \$	51 223 \$	52 195 \$	53 168 \$

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Une réclamation pour dommages matériels au montant de 13 018 \$ plus les intérêts et l'indemnité additionnelle a été déposée contre la ville. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il n'était pas possible de prévoir l'issue de ce débat juridique. Advenant un accord favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée à l'exercice alors en cours.

d) Autres

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	17 711 701	17 918 600	18 160 181			18 160 181
Compensations tenant lieu de taxes	2	324 676	312 200	310 903			310 903
Quotes-parts	3					1 385 219	
Transferts	4	203 321	200 600	399 466		271 425	670 891
Services rendus	5	964 250	1 104 800	1 017 659		169 815	1 187 474
Imposition de droits	6	1 207 799	690 000	1 095 199			1 095 199
Amendes et pénalités	7	89 646	69 300	99 567			99 567
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	275 193	230 500	305 642		8 261	313 903
Autres revenus	10	76 151	8 600	54 493		11 359	65 852
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	20 852 737	20 534 600	21 443 110		1 846 079	21 903 970
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	178 799		165 352		(1 055)	164 297
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	6 181		16 264			16 264
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	184 980		181 616		(1 055)	180 561
	21	21 037 717	20 534 600	21 624 726		1 845 024	22 084 531
Charges							
Administration générale	22	2 199 836	2 358 000	2 253 248	78 206		2 331 454
Sécurité publique	23	2 984 475	3 305 600	3 299 300	220 044		3 519 344
Transport	24	3 214 467	3 952 165	3 690 062	938 245	659 881	5 125 401
Hygiène du milieu	25	4 033 173	4 541 055	3 990 269	1 039 659	1 265 174	5 072 670
Santé et bien-être	26	107 177	107 300	104 587			104 587
Aménagement, urbanisme et développement	27	616 486	713 830	625 126	3 899		629 025
Loisirs et culture	28	3 136 626	3 793 950	3 226 721	344 904		3 571 625
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	408 606	502 800	428 602		110 943	539 545
Effet net des opérations de restructuration	31					36 357	36 357
Amortissement des immobilisations	32	2 489 899	2 489 899	2 624 957	(2 624 957)		
	33	19 190 745	21 764 599	20 242 872		2 072 355	20 930 008
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 846 972	(1 229 999)	1 381 854		(227 331)	1 154 523

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 846 972	(1 229 999)	1 381 854	(227 331)	1 154 523
Moins: revenus d'investissement	2	(184 980)	()	(181 616)	(1 055)	(180 561)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 661 992	(1 229 999)	1 200 238	(226 276)	973 962
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 489 899	2 489 899	2 624 957	400 674	3 025 631
Produit de cession	5	39 550		3 200		3 200
(Gain) perte sur cession	6	(17 709)		4 425		4 425
Réduction de valeur / Reclassement	7				36 357	36 357
	8	2 511 740	2 489 899	2 632 582	437 031	3 069 613
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			8 279		8 279
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			8 279		8 279
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			12 704		12 704
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	29 149		25 428		25 428
	15	29 149		38 132		38 132
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 098 290)	(1 436 600)	(3 316 409)	(287 168)	(3 603 577)
	18	(1 098 290)	(1 436 600)	(3 316 409)	(287 168)	(3 603 577)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(196 862)	(108 600)	(236 298)	(2 279)	(238 577)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	183 735	639 200	1 893 784	89 703	1 983 487
Excédent de fonctionnement affecté	21	567 360		919 367	11 494	930 861
Réserves financières et fonds réservés	22	(260 788)	(353 900)	(262 320)	(19 520)	(281 840)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(14 763)		(2 507)		(2 507)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	278 682	176 700	2 312 026	79 398	2 391 424
	26	1 721 281	1 229 999	1 674 610	229 261	1 903 871
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 383 273		2 874 848	2 985	2 877 833

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	184 980	181 616	(1 055)	180 561
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(108 701)	(28 221)	()	(28 221)
Sécurité publique	3	(150 624)	(174 959)	()	(174 959)
Transport	4	(4 835 787)	(4 943 539)	(1 224)	(4 944 763)
Hygiène du milieu	5	(389 640)	(88 237)	(83 303)	(171 540)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(4 164)	()	()	()
Loisirs et culture	8	(191 249)	(316 629)	()	(316 629)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(5 680 165)	(5 551 585)	(84 527)	(5 636 112)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	(339 000)	()	(339 000)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(37 836)	(37 836)	()	(37 836)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 195 000	6 434 944		6 434 944
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	196 862	236 298	2 279	238 577
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	196 538	205 408		205 408
Excédent de fonctionnement affecté	16	12 398	700 413		700 413
Réserves financières et fonds réservés	17	272 514	655 476	41 061	696 537
	18	678 312	1 797 595	43 340	1 840 935
	19	(3 844 689)	2 304 118	(41 187)	2 262 931
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(3 659 709)	2 485 734	(42 242)	2 443 492

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>Administration</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u>
				<u>contrôlés</u>	<u>¹</u>
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	12 067 326	11 251 752	734 762	11 986 514
Débiteurs (note 5)	2	5 240 509	4 936 011	120 941	4 977 716
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	84 237	83 941		83 941
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	17 392 072	16 271 704	855 703	17 048 171
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	7 878 371	3 568 795	12 840	3 581 635
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 403 242	2 611 977	333 405	2 866 146
Revenus reportés (note 12)	12	477 590	895 957		895 957
Dettes à long terme (note 13)	13	13 351 635	17 851 241	3 965 419	21 816 660
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	24 110 838	24 927 970	4 311 664	29 160 398
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(6 718 766)	(8 656 266)	(3 455 961)	(12 112 227)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	55 571 797	58 490 800	7 877 686	66 368 486
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 133 489	2 464 210		2 464 210
Stocks de fournitures	19	95 317	94 292	31 977	126 269
Autres actifs non financiers (note 17)	20	128 957	199 612		199 612
	21	57 929 560	61 248 914	7 909 663	69 158 577
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	5 443 871	3 257 846	451 099	3 708 945
Excédent de fonctionnement affecté	23	6 145 993	7 212 894	5 800	7 218 694
Réserves financières et fonds réservés	24	1 320 845	1 532 054	82 705	1 614 759
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(3 482)	(975)		(975)
Financement des investissements en cours	26	(6 601 874)	(4 445 504)	(31 392)	(4 476 896)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	44 905 441	45 036 333	3 945 490	48 981 823
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	51 210 794	52 592 648	4 453 702	57 046 350

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
Rémunération	1	6 172 400	6 028 083	6 347 860	6 118 519
Charges sociales	2	1 301 100	1 241 428	1 322 131	1 277 004
Biens et services	3	7 928 900	6 777 240	7 726 160	7 840 196
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	472 200	394 641	502 800	490 019
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			2 562	18 813
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	30 600	33 961	34 183	17 630
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	2 956 101	2 743 102	1 357 883	1 055 339
Transferts	10				
Autres	11			174 981	
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	405 399	381 841	381 841	755 495
Amortissement des immobilisations	14	2 489 899	2 624 957	3 025 631	2 892 942
Autres					
- Autres	15	8 000	17 619	17 619	(29 105)
- Restructuration	16			36 357	
-	17				
	18	21 764 599	20 242 872	20 930 008	20 436 852

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 3 708 945	5 929 167
Excédent de fonctionnement affecté	2 7 218 694	6 215 808
Réserves financières et fonds réservés	3 1 614 759	1 425 091
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (975 ) (	3 482)
Financement des investissements en cours	5 (4 476 896)	(6 591 024)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 48 981 823	48 916 267
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 57 046 350	55 891 827
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 3 257 846	5 443 871
Organismes contrôlés ¹	10 451 099	485 296
	11 3 708 945	5 929 167
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Engagements et autres dépenses	12 3 006 810	2 644 850
- Réserve pour éventualités	13 738 034	577 504
- Réserve budget - exercice subs	14 22 600	261 805
- Réserve terrains	15	181 400
- Dépôt MDDELCC	16 7 787	7 787
- Réserve annuité dette L-T	17 3 437 663	2 472 647
-	18	
-	19	
-	20	
	21 7 212 894	6 145 993
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- CIT la Presqu'île	22	52 521
- Régie de l'eau de l'Île-Perrot	23 5 800	17 294
-	24	
	25 5 800	69 815
	26 7 218 694	6 215 808
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 102 137	1 211 540
Organismes contrôlés	38 82 705	104 246
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 429 917	109 305
Organismes contrôlés	42	
Fonds local d'investissement (note 18)	43	
Fonds local de solidarité (note 19)	44	
Autres	45	
-	46	
	47 1 614 759	1 425 091
	48 1 614 759	1 425 091

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	975) (3 482)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 (	975) (3 482)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
-	72 () ()
-	73 () ()
	74 () ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (	975) (3 482)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	10 850
Investissements à financer	83 (4 476 896 ) (	6 601 874)
	84 (4 476 896)	(6 591 024)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	66 368 486
Propriétés destinées à la revente	86	2 464 210
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	83 941
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90	68 916 637
Ajustements aux éléments d'actif	91	66 019 713
	92	68 916 637
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (21 816 660 ) (	17 626 545)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (60 959 ) (	43 712)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 942 805
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	566 811
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (19 934 814 ) (	17 103 446)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (19 934 814 ) (	17 103 446)
	101	48 981 823
		48 916 267

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 3

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite à cotisations déterminées des employés de la Ville de Pincourt a été converti en deux régimes de retraite simplifiés. Dans ces deux régimes, l'employeur et l'employé versent des cotisations qui sont déterminées selon un pourcentage du salaire, soit 6% du salaire de base. Le régime de retraite simplifié destiné aux employés de la ville (cadres) est entré en vigueur le 30 septembre 2005, alors que le régime de retraite simplifié destiné aux employés syndiqués est entré en vigueur le 1er janvier 2006.

Le régime de retraite des employés de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot est également un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux équivalent à 7% du salaire brut régulier.

Charge de l'exercice	2017	2016
Cotisations de l'employeur	106 <u>264 484</u>	<u>253 286</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 1

Description des régimes et autres renseignements

Le conseil intermunicipal de transport offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé.

Charge de l'exercice	2017	2016
Cotisations de l'employeur	108 <u>1 779</u>	<u>3 618</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)	109	<input checked="" type="checkbox"/>	Oui
	110	<input type="checkbox"/>	Non

Charge de l'exercice	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111 <u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>8 446</u>	<u>8 145</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	28 460	27 447
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>6 473</u>	<u>6 694</u>
	115	<u>34 933</u>	<u>34 141</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dette à long terme	1	17 898 145
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	4 445 504
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	2 276 663
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	1 895 527
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	18 171 459
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	3 963 657
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	22 135 116
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	439 550
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	66 425
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	1 415 000
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	20	24 056 091
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
--	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	24 056 091
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques		
--	--	--

(inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
----------------------------------	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2017	2017	2017	2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	13 432 200	13 577 338	13 284 898
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	13 432 200	13 577 338	13 284 898
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 169 700	1 175 046	1 161 350
Égout	11	1 544 500	1 550 470	1 536 627
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 035 400	1 037 044	1 030 216
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	54 400	67 949	58 875
Service de la dette	18	682 400	687 269	639 735
Activités de fonctionnement	19		65 065	65 065
Activités d'investissement	20			
	21	4 486 400	4 582 843	4 426 803
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	4 486 400	4 582 843	4 426 803
	26	17 918 600	18 160 181	17 711 701

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 100	1 057	1 057
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	1 100	1 057	1 057
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	19 000	18 973	19 029
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	292 100	290 873	304 590
	35	311 100	309 846	323 619
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	312 200	310 903	324 676
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	312 200	310 903	324 676

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	837	837	5 262
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	8 242	8 242	9 897
Sécurité civile	55	155 000	155 000	
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		268 863	413 049
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		2 562	1 408
Réseau de distribution de l'eau potable	68			2 202
Traitement des eaux usées	69	12 066	12 066	
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	135 200	147 707	134 859
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	23 400	34 714	15 203
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	42 000	40 900	38 100
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	200 600	399 466	619 980

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			23 458
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		(1 055)	17 516
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	165 352	165 352	150 776
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			4 565
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	165 352	164 297	196 315

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	200 600	564 818	835 188
				816 295

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	58 500	60 384	60 384
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	58 500	60 384	60 384
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149		10 444	10 444
Enlèvement de la neige	150		2 555	2 555
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154		12 999	12 999
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156		7 392	
Traitement des eaux usées	157	397 300	368 208	368 208
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163		25 000	25 000
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166		1 753	1 753
	167	397 300	394 961	402 353
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176		2 864	2 864
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179		2 864	2 864
Réseau d'électricité	180			
	181	455 800	471 208	478 600

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184	6 000	8 685	3 800
	185	6 000	8 685	3 800
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	714	714	15 250
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	714	714	15 250
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	30 000	25 810	25 470
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194		115 954	225 311
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197		46 469	92 944
Autres	198			
	199	30 000	25 810	343 725
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	11 900	500	1 754
	210	11 900	500	1 754
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	601 100	506 219	507 610
Activités culturelles				
Bibliothèques	221		4 523	4 523
Autres	222			
	223	601 100	510 742	507 610
Réseau d'électricité	224			
	225	649 000	546 451	872 139
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 104 800	1 017 659	1 282 505

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	26 500	67 390	71 552
Droits de mutation immobilière	228	663 500	1 027 809	1 136 247
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	690 000	1 095 199	1 207 799
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	69 300	99 567	89 646
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	230 500	305 642	283 074
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		(4 425)	17 694
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			
Autres	242	8 600	75 182	91 548
	243	8 600	70 757	109 242
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	352 800	331 564		331 564	331 564	320 774
Greffe et application de la loi	2	476 600	432 112		432 112	432 112	315 187
Gestion financière et administrative	3	1 055 600	989 430	78 206	1 067 636	1 067 636	1 103 537
Évaluation	4	80 600	60 520		60 520	60 520	153 577
Gestion du personnel	5	145 700	198 913		198 913	198 913	182 713
Autres							
- Autres	6	246 700	240 709		240 709	240 709	196 959
-	7						
	8	2 358 000	2 253 248	78 206	2 331 454	2 331 454	2 272 747
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 987 800	1 754 185		1 754 185	1 754 185	1 585 352
Sécurité incendie	10	1 304 100	1 410 051	220 044	1 630 095	1 630 095	1 531 078
Sécurité civile	11	13 700	135 064		135 064	135 064	10 241
Autres	12						
	13	3 305 600	3 299 300	220 044	3 519 344	3 519 344	3 126 671
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 709 420	1 857 886	914 896	2 772 782	2 772 782	2 628 696
Enlèvement de la neige	15	704 220	700 674	23 349	724 023	724 023	684 467
Éclairage des rues	16	295 430	223 943		223 943	223 943	265 273
Circulation et stationnement	17	278 595	202 407		202 407	202 407	181 276
Transport collectif							
Transport en commun	18	964 500	705 152		705 152	1 202 246	1 483 332
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 952 165	3 690 062	938 245	4 628 307	5 125 401	5 243 044

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 143 200	1 222 432		1 222 432	1 265 174	900 789
Réseau de distribution de l'eau potable	24	364 100	210 860	2 887	213 747	213 747	534 953
Traitement des eaux usées	25	1 327 700	1 120 019	480 410	1 600 429	1 600 429	1 640 629
Réseaux d'égout	26	581 085	426 020	500 628	926 648	926 648	920 602
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	262 050	235 760		235 760	235 760	240 147
Élimination	28	441 650	379 386		379 386	379 386	349 319
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	167 877	245 844		245 844	245 844	206 478
Tri et conditionnement	30	131 903	61 461		61 461	61 461	111 180
Matières organiques							
Collecte et transport	31	45 299	27 864		27 864	27 864	54 293
Traitement	32	6 521	4 011		4 011	4 011	16 583
Matériaux secs	33						3 186
Autres	34		5 171		5 171	5 171	
Plan de gestion	35	22 400	22 413		22 413	22 413	22 983
Autres	36						
Cours d'eau	37	70					
Protection de l'environnement	38	5 300	4 472		4 472	4 472	4 128
Autres	39	41 900	24 556	55 734	80 290	80 290	86 266
	40	4 541 055	3 990 269	1 039 659	5 029 928	5 072 670	5 091 536
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	107 300	104 587		104 587	104 587	107 177
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	107 300	104 587		104 587	104 587	107 177
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	575 490	451 638	3 899	455 537	455 537	480 737
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	122 260	122 262		122 262	122 262	122 712
Tourisme	49	16 080	16 080		16 080	16 080	4 827
Autres	50		726		726	726	726
Autres	51		34 420		34 420	34 420	10 836
	52	713 830	625 126	3 899	629 025	629 025	619 838

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	536 034	503 742	63 162	566 904	566 904	559 429
Patinoires intérieures et extérieures	54	662 443	383 477	2 495	385 972	385 972	405 117
Piscines, plages et ports de plaisance	55	169 090	145 077	35 411	180 488	180 488	158 973
Parcs et terrains de jeux	56	1 495 057	1 314 417	238 287	1 552 704	1 552 704	1 437 939
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	427 100	392 803		392 803	392 803	428 027
	60	3 289 724	2 739 516	339 355	3 078 871	3 078 871	2 989 485
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	51 826	47 188		47 188	47 188	45 206
Bibliothèques	62	452 400	440 017	5 549	445 566	445 566	414 686
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	504 226	487 205	5 549	492 754	492 754	459 892
	67	3 793 950	3 226 721	344 904	3 571 625	3 571 625	3 449 377
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	472 200	380 293		380 293	475 429	478 778
Autres frais	70		14 348		14 348	29 933	30 054
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	30 600	33 961		33 961	34 183	17 630
	73	502 800	428 602		428 602	539 545	526 462
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74					36 357	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	2 489 899	2 624 957	(2 624 957)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Pincourt (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2018-05-29

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	18 160 181
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 066 550
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	67 949
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>16 025 682</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 600 923 100
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 611 333 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 606 128 200</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , 9 9 7 8 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016	
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			6 917
Usines de traitement de l'eau potable	2		42 242	
Usines et bassins d'épuration	3	83 389	83 389	304 837
Conduites d'égout	4			23 282
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 088 430	4 088 430	4 531 491
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	147 658	147 658	14 471
Autres infrastructures	11	141 858	141 858	83 524
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	116 805	116 805	117 076
Édifices communautaires et récréatifs	14	101 878	101 878	34 121
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	571 073	571 073	120 125
Ameublement et équipement de bureau	18	26 074	26 074	52 125
Machinerie, outillage et équipement divers	19	274 420	316 705	447 877
Terrains	20			
Autres	21			
	22	5 551 585	5 636 112	5 735 846

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			6 917
Usines de traitement de l'eau potable	24		42 242	
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			23 282
Autres infrastructures	27	4 376 956	4 376 956	3 169 526
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30	83 389	83 389	304 837
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32	990	990	1 459 960
Autres immobilisations	33	1 090 250	1 132 535	771 324
	34	5 551 585	5 636 112	5 735 846

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité*

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	5 551 585	5 680 165
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	5 551 585	5 680 165

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 654 047		377 384	2 276 663
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 428 702		186 121	2 242 581
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	12 020 697	6 434 944	3 040 071	15 415 570
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	17 103 446	6 434 944	3 603 576	19 934 814
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	566 811	1 488 796	112 802	1 942 805
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	566 811	1 488 796	112 802	1 942 805
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	566 811	1 488 796	112 802	1 942 805
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	566 811	1 488 796	112 802	1 942 805
	19	17 670 257	7 923 740	3 716 378	21 877 619
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	17 670 257	7 923 740	3 716 378	21 877 619

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	500	501	501	501
Évaluation	2				
Autres	3	145 200	132 903	132 903	124 852
Sécurité publique					
Police	4	6 100	6 099	6 099	6 175
Sécurité incendie	5	30 800	30 783	30 783	39 740
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	1 072 401	484 212	321 425	
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 143 200	1 222 432		
Matières résiduelles	12		329 718	329 718	373 368
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14	4 600	4 472	4 472	4 128
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	107 300	104 587	104 587	107 177
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	12 000	139 896	139 896	132 720
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20		139 068	139 068	128 265
Autres	21	294 600	26 141	26 141	10 836
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	122 500	107 285	107 285	108 146
Activités culturelles	23	16 900	15 005	15 005	19 431
Réseau d'électricité					
	24				
	25	2 956 101	2 743 102	1 357 883	1 055 339

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	18,00	37,50	33 930,00	1 439 114	357 341	1 796 455
Professionnels	2						
Cols blancs	3	24,47	35,00	44 535,40	1 066 598	240 191	1 306 789
Cols bleus	4	64,39	40,00	133 931,20	2 751 839	534 452	3 286 291
Policiers	5						
Pompiers	6	49,00	12,90	36 877,44	575 261	61 597	636 858
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	155,86		249 274,04	5 832 812	1 193 581	7 026 393
Élus	9	7,00			195 271	47 847	243 118
	10	162,86			6 028 083	1 241 428	7 269 511

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14		165 352			165 352
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	391 224			8 242	399 466
	17	391 224	165 352		8 242	564 818

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	52 771	37 991
	4	52 771	37 991
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	12 353	5 207
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	12 353	5 207
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	104 676	52 175
Enlèvement de la neige	11	5 105	6 900
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	109 781	59 075
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	151 823	187 311
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	151 823	187 311
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	101 874	119 022
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	101 874	119 022
Réseau d'électricité			
	40		
	41	428 602	408 606

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Yvan Cardinal	52 718	22 269
William James Miron	12 972	6 186
Denise Bergeron	14 846	7 423
Diane Boyer	15 446	7 723
Sam Ierfino	14 846	7 423
Alexandre Wolford	14 996	7 423
René Lecavalier	14 846	7 423
Claudine Morel	2 474	1 237

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	2 350 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au PAERRL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 39 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	13 936 400
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	13 936 400

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 163 800
Égout	11	1 532 500
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 042 000
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	68 300
Service de la dette	18	626 800
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	4 433 400
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 433 400
	26	18 369 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 100

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	19 500
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	311 000
	9	330 500

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	331 600

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	331 600

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 474 076 999	X 5 0,7327	/100\$ 6 10 800 600				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 23 176 200	X 8 0,8442	/100\$ 9 195 700				
Immeubles non résidentiels	10 105 778 298	X 11 2,6213	/100\$ 12 2 772 800				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 11 419 900	X 20 1,4654	/100\$ 21 167 300				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 13 936 400	26 ()	27 ()	28	29 13 936 400
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11	/100\$ 12								
Immeubles industriels 13	X	14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17	/100\$ 18								
Autres 19	X	20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles 22	X	23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40	/100\$ 41								
Immeubles industriels 42	X	43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46	/100\$ 47								
Autres 48	X	49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles 51	X	52	/100\$ 53								
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58				
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 7 | 9 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	2 | 5 | 7 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 1 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette/usine eau potable	0,0953	2	
Service de la dette/usine eaux usées	0,0002	2	
Service d'approvisionnement d'eau / piscine creusée ou semi-creusée	25,0000	4	
Service d'approvisionnement d'eau / piscine hors-terre	15,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	18 369 800
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 997 753
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	68 300
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>16 303 747</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>1 614 451 397</u>
----	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 1 | , | 0 | 0 | 9 | 9 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 772 800			167 300	195 700	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	228 584			25 073	4 773	
Autres	5	230 236				384 773	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 231 620			192 373	585 246	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	10 800 600			13 936 400
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	368 370			626 800
Autres	13	3 123 291			3 738 300
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	14 292 261			18 301 500

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	23 257 495	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	1 250 300	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	520 700	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	219 500	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 919, chemin Duhamel
(no) (rue)
Pincourt J7W 4G8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dgpincourt@videotron.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Nathalie Boisvert

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel n.boisvert@villepincourt.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie Boisvert , atteste que le rapport financier consolidé de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-06-12 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Pincourt .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pincourt consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Pincourt détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 1 154 523 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de ,9978 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-06-02 10:57:23

Date de transmission au Ministère : 2018/06/13